

LA FORCE DE LA PAIX



Volume 2 - N° 034

Avril 2009



Avançons sur la route de la paix

“TOUR DES MÉDIAS”

Du 06 au 10 avril 2009

CÔTE D'IVOIRE

Éditorial

LES ÉLECTIONS À PORTÉE DE MAIN

En dépit des retards et malgré les difficultés multiformes, chaque jour qui passe nous rapproche de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire. Sans exagération aucune, l'on peut être fondé à penser que la proximité de l'élection est aussi la proximité de la paix.

Dans cette marche vers la sortie de crise, le mois d'avril 2009 aura marqué pour le pays, un tournant important dans le processus d'identification de la population et de recensement électoral lancé le 15 septembre 2008 à Yamoussoukro. Le cap de 6 millions d'électeurs a été franchi et tout laisse croire que ce nombre ira croissant.

L'engagement de la communauté internationale aux côtés des autorités ivoiriennes, la volonté de tous les acteurs politiques et les sacrifices consentis ont permis de réaliser cette avancée remarquable facilitée par la restauration de la paix et de la stabilité dans le pays. C'est un truisme de dire que rien n'a été ni simple ni facile mais la prise de conscience collective a eu raison du scepticisme, du découragement et des difficultés liées à l'organisation de ce processus.

L'Organisation des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) continuera d'apporter son soutien logistique à l'achèvement de cette étape cruciale du processus électoral. Dès qu'elle a été sollicitée par le gouvernement ivoirien et par la Commission Electorale Indépendante (CEI), la mission onusienne a répondu présente. Il ne peut d'ailleurs en être autrement si l'on mesure l'engagement permanent de la mission onusienne pour assurer le retour d'une paix définitive dans le pays, gage de sortie de crise et de développement.

route des équipes mixtes d'évaluation des centres de coordination de l'identification sur les sites pour le repérage des sites, à l'évaluation de l'avancement des travaux. Auparavant, le transport, le 10 août 2008, du premier lot de matériel d'identification composé de 1536 valises de l'opérateur technique choisi de la base de l'ONU à Brindisi (Italie) à Abidjan a été d'un apport certain pour le démarrage de cette étape clé.

Grâce à des moyens aériens, terrestres, maritimes et lacustres, l'Onuci a également permis le déplacement des agents d'identification et le transport du matériel dans différentes localités du Nord au Sud et dans des zones difficiles d'accès. Ainsi, au mois de mars 2009, plus de 1,500.000 km avaient été parcourus par les 150 véhicules mis à contribution au quotidien pour l'opération transport. Sur 11.133 centres de collecte, 10.523 avait été couverts.

Sept ans après le début de la crise, deux ans après la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou, des avancées significatives sont à noter. Les canons se sont définitivement tus et la libre circulation des personnes et des biens est une réalité quotidienne malgré quelques difficultés liées à toute rupture avec le passé. Le cap doit être conservé par tous les acteurs et parties prenantes du processus de paix. Des écueils de différents ordres vont se présenter mais, il est impérieux de les surmonter pour respecter les délais librement fixés et pour que la Côte d'Ivoire sorte de cette période transitoire.

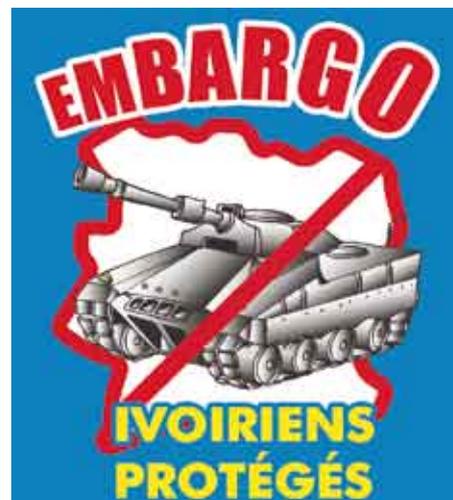
Tout le monde s'accorde à reconnaître les élections comme l'une des voies les mieux appropriées pour sortir de la crise. Elles présupposent l'achèvement d'étapes incontournables dans le processus électoral à savoir l'identi-

fication de la population et le recensement électoral que les populations ivoiriennes ont attendu pendant de nombreuses années. A quoi il faut ajouter le préalable de la réunification telle que stipulée dans le 4e Accord Complémentaire de l'Accord Politique de Ouagadougou.

Aller de l'avant est donc un devoir à l'endroit des populations de Côte d'Ivoire qui aspirent à la réconciliation nationale, à la paix et au développement. Les élections sont à portée de main. La Côte d'Ivoire doit se réconcilier avec elle-même et retrouver définitivement sa place d'ancre de la stabilité et de la prospérité en Afrique de l'Ouest.

Le 20ème rapport du Secrétaire général de l'ONU et le rapport à miparcours du groupe des experts de l'ONU sont édifiants. Les Ivoiriens dans leur globalité doivent redoubler d'efforts pour concourir à l'organisation d'élections libres, transparentes, ouvertes à tous dans un climat apaisé.

L'ONUCI de son côté continuera à œuvrer dans le seul souci de la paix en Côte d'Ivoire, du renforcement de la confiance et du climat pacifique, propices à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale, durables.



LE NOUVEAU COMMANDANT ADJOINT DE LA FORCE : BENJAMIN KUSI « IL FAUT AIDER SON VOISIN À ÉTEINDRE L'INCENDIE »



Le Gal de Brigade Benjamin Freeman Kusi, nouveau DFC © UN / ONUCI

Le Général de Brigade Benjamin Freeman Kusi a pris fonction à la mi-avril en qualité de Commandant adjoint de la Force de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Le Général Kusi, originaire du Ghana, remplace à ce poste le général Elhadji Mouhamadou. Kandji, du Sénégal, nommé Commandant de la Force des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad. Il livre dans cette interview ses premières impressions.

Général Benjamin Freeman Kusi, bienvenue en Côte d'Ivoire. Quelles sont vos premières impressions, au moment où vous prenez fonction en qualité de Commandant adjoint de la Force ?

Je pense que c'est une mission très importante pour moi qui vient du Ghana, un pays voisin de la Côte d'Ivoire. Nous sommes tous préoccupés par la situation ici, et il est dit que si la maison de votre voisin est en feu, vous devez tout faire pour l'aider à éteindre l'incendie. Je suis donc content de faire partie de ce processus de sortie de crise. Je suis heureux d'être ici et je prie tout le monde de soutenir les efforts des Ivoiriens et de la communauté internationale pour sortir la Côte d'Ivoire de cette crise.

Que faisiez-vous avant votre nomination à cette fonction ?

En termes d'expériences ce n'est pas ma première participation à une mission de paix des Nations Unies. J'ai participé à plusieurs opérations de maintien de la paix des Nations Unies. J'ai servi à trois occasions dans la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (UNIFIL), respectivement en tant que chef de section, officier d'état-major et Commandant adjoint du 43e bataillon ghanéen.

J'ai aussi servi dans la mission du Rwanda comme Commandant adjoint de bataillon puis en Afghanistan et au Pakistan en tant que Conseiller militaire au bureau du Secrétaire général (OSGAP). J'ai ensuite servi comme Commandant adjoint de bataillon dans la force de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dénommée ECOMOG au Liberia. Je ne suis pas nouveau dans le maintien de la paix.

Quelles sont vos missions en tant que Commandant adjoint de la Force ?

Le Commandant adjoint de la Force a pour rôle d'aider le Commandant de la Force dans son travail. En terme technique, il seconde le Commandant lorsqu'il n'est pas là. Mais comme on le

dit, l'adjoint n'est pas un pneu secours que l'on met quelque part et auquel on a seulement recours lorsqu'on en a besoin. Le Commandant de la Force a donc bien voulu me confier un certain nombre de tâches pour me permettre de mieux l'aider dans sa mission.

Vous qui avez une longue expérience du maintien de la paix, quel sera votre apport dans le contexte ivoirien ?

Il est vrai que j'ai beaucoup d'expériences, dans ce domaine. Mais ce n'est pas comme une veste que l'on peut enlever à une personne pour la porter à une autre. On doit d'abord avoir une même lecture de la situation ivoirienne pour voir ce que l'on peut faire. Avant de venir ici, j'ai une lecture de la situation. Mais quelle que soit mon expérience, je suis là pour assister le Commandant de la Force. Je dois donc étudier la politique qui est mise en vigueur par le Commandant et aussi accomplir les tâches qu'il me confie. Je ne suis pas ici pour faire ma propre volonté. Je ne prends pas de décision concernant la Force, mais je reçois les décisions prises par le Commandant de la Force qui est le Chef de la Force et que j'applique.

Quelle comparaison entre votre dernière mission et votre mission actuelle ?

Cette fonction est, bien entendu, une fonction supérieure, puisque c'est la première fois que je viens en mission en qualité de Commandant adjoint de la Force. C'est très différent de ce que j'ai fait jusque-là. Le plus haut poste que j'ai occupé, c'était Commandant adjoint de bataillon, alors qu'il s'agit ici, de Commandant adjoint de la Force. C'est quelque chose de tout à fait différent. Toutefois, je suis persuadé que mon expérience et mes formations me permettront de réussir la mission qui est attendue de moi ■

L'ONU CI CONTRIBUE AU SUCCÈS DE LA 2^e PHASE DE LA VACCINATION ANTIPOLIO EN CÔTE D'IVOIRE



Les agents vaccinateur ont parcouru tous les hameaux du pays grâce à l'ONU CI © UN / ONU CI

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a apporté une aide logistique et sécuritaire aux autorités ivoiriennes dans le cadre de la 2^e phase des Journées Nationales de Vaccination contre la poliomyélite qui s'est déroulée du 27 au 30 mars.

L'ONU CI a apporté son assistance logistique, en transportant par voie aérienne les médecins superviseurs des équipes et les vaccins d'Abidjan sur le terrain. Des véhicules conduits par des casques bleus ont été ensuite mis à la disposition des équipes de vaccination. La mission a déployé 132 véhicules pour aider au déplacement des 11 000 équipes mobilisées dans les 83 districts sanitaires du pays.

Cet appui logistique était assuré par les militaires et les policiers des Nations unies qui ont sécurisé par la même occasion, le travail des agents de vaccination et ont favorisé leur pénétration dans les

zones réputées difficiles d'accès.

Dans la région des 18 montagnes où l'accès à certaines zones d'habitation nécessitait l'ascension de collines et la traversée de pistes boueuses, les autorités sanitaires ont indiqué que l'aide de l'ONU CI avait permis d'atteindre un taux de couverture vaccinale de 99%. Lors de la première phase qui s'était déroulée du 27 février au 2 mars, le taux national de couverture était de 93%.

En lançant la campagne à Abidjan, le 27 mars, le Ministre ivoirien de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr. Allah Kouadio Rémy, avait salué la contribution de la communauté internationale à la lutte. « C'est l'occasion de dire merci, au nom du gouvernement, à nos partenaires qui nous accompagnent dans nos efforts pour l'éradication de la polio », avait-il déclaré.

En plus de l'ONU CI, l'Organisation

Mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds unies pour l'Enfance (UNICEF) ainsi que plusieurs autres organisations dont la Croix Rouge de Côte d'Ivoire, le Rotary International et le Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta ont contribué au succès de l'opération.

Les JNV contre la polio s'inscrivent dans le cadre des efforts synchronisés déployés dans huit pays d'Afrique de l'Ouest pour éradiquer le fléau : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Nigeria et Togo.

La circulation du virus de la polio avait été interrompue en Côte d'Ivoire, entre 2005 et 2007 avant de resurgir en 2008 dans la ville côtière d'Adiaké (90 km, à l'Est d'Abidjan) ■

*Fatoumata Ouattara,
Lassila Nzeyimana-Karuta,
Joseph Wabatinga, Martin Kakra.*

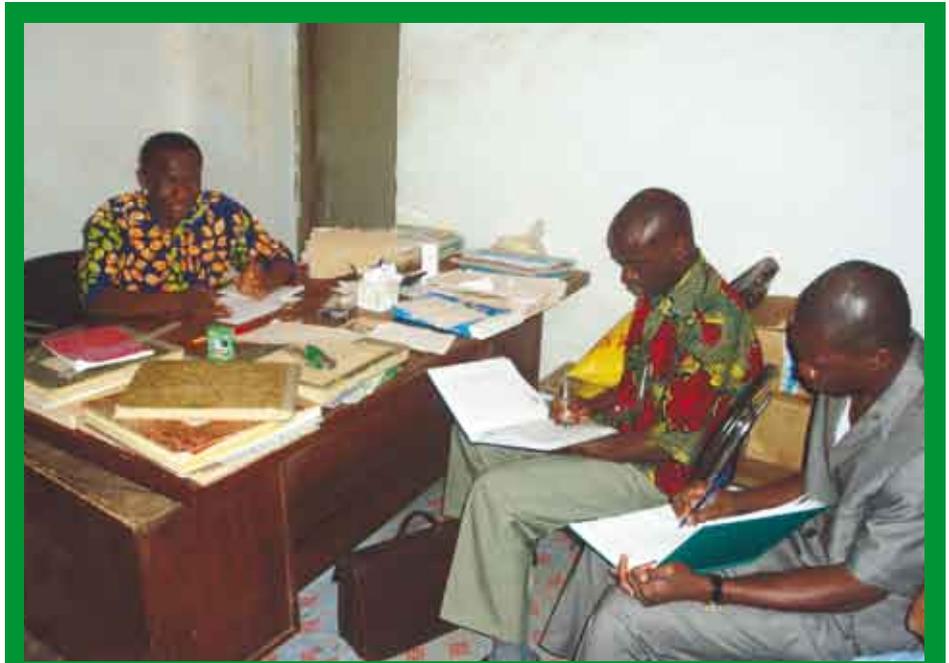
PLAIDOYER DE L'ONUCI EN FAVEUR DE LA RÉNOVATION DE LA PRISON DE TABOU

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) effectue un plaidoyer auprès des pouvoirs publics ivoiriens et des organisations non gouvernementales (ONG) en faveur de la maison d'arrêt et de correction de Tabou, dans l'extrême Sud-ouest de la Côte d'Ivoire.

La prison de Tabou, construite en 1930, connaît un état de dégradation avancé avec des cellules de détention constamment inondées et des murs fendus tandis que le bureau du régisseur est à ciel ouvert. La section de l'Etat de Droit de l'ONUCI, chargée principalement d'aider le gouvernement ivoirien à rétablir l'autorité du système judiciaire et l'Etat de droit, apporte son assistance aux responsables de cette prison. Elle a encouragé des collectivités locales de la région du Bas Sassandra à réunir des fonds pour sa rénovation.

500 000 FCFA pour soutenir les travaux de rénovation. Cependant, l'ampleur de la dégradation nécessite des fonds plus élevés et le régisseur de la prison, M. Christophe Ahoutou, a appelé l'ONUCI à poursuivre son aide.

Fin mars 2009, une délégation onusienne conduite par des officiers correctionnels a visité la prison, où elle a pu



Le régisseur, M. Christophe Ahoutou expliquant à ses hôtes l'état de dégradation avancé que rencontre la maison d'arrêt et de correction de Tabou © UN / ONUCI

voir de près l'état de l'institution et s'entretenir avec les prisonniers et les fonctionnaires pénitentiaires. « En saison des pluies, nos pieds restent dans l'eau, nos habits sont constamment mouillés. C'est insupportable ! » a indiqué une détenue aux visiteurs. Dans les cellules, les prisonniers malades sont en contact avec les bien portants, et il n'y a ni

infirmerie, ni médicaments pour les soigner. « Nous recevions assez de médicaments. Aujourd'hui, nous sommes obligés de faire appel aux parents des détenus et au Centre social pour nous venir en aide », a expliqué le régisseur de la prison. Il a estimé les factures impayées des fournisseurs alimentaires à 33 millions de francs CFA, entraînant une réduction de la ration servie aux détenus.

De même, le logement des agents pénitentiaires est délabré; seul deux des dix bâtiments sont habitables. « Nous comptons beaucoup sur vous pour poursuivre le plaidoyer (...) directement auprès du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme pour que cela change », a dit M. Ahoutou.

La délégation de l'ONUCI a aussi apporté des conseils aux responsables de la prison, les invitant notamment à recruter du personnel pénitentiaire féminin pour s'occuper des femmes détenues ■



Une vue du bâtiment vétuste de la prison © UN / ONUCI

LES MÉDIAS AU CONTACT DES RÉALISATIONS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES SUR LE TERRAIN



Une vue de la délégation de journalistes de l'ONU, lors de la tournée © UN / ONUCI

Des visages d'enfants qui arborent un sourire radieux, des femmes ayant de nouveau confiance en elles et en l'avenir, des élèves qui prennent plaisir à aller à l'école. C'est le résultat des efforts conjointement menés par des agences du Système des Nations Unies (SNU), dans plusieurs localités de la Côte d'Ivoire.

Cette amélioration de la vie des Ivoiriens, une dizaine de journalistes de presse écrite et audiovisuelle ont pu la constater dans les départements de Korhogo, San Pedro et Man. C'était lors d'une tournée dénommée le "Tour des Médias" destinée à montrer sur le terrain les bienfaits des actions conjointes des agences du Système des Nations Unies.

Ainsi, du 6 au 10 avril 2009, des journalistes, des représentants de l'ONU, du PNUD, de l'UNICEF, du PAM, de la FAO, du FNUAP ont visité les nombreuses réalisations du SNU au profit des populations. Ce fut le cas du Centre Nutritionnel de Bahouaka (30 km de Korhogo) et du Centre Nutritionnel Thérapeutique de Korhogo qui reçoivent chacun plus de 200 enfants malnutris modérés et envi-

ron 450 mères allaitantes.

Comme l'ont confirmé leurs responsables, ces centres n'auraient pu continuer leurs activités sans l'appui des agences du Système des Nations unies, notamment l'ONU, l'UNICEF, le PAM, la FAO qui les fournissent en produits nutritionnels, en vivres, en Kits de jardin servant à la formation des femmes en activités de potagers, ou en équipement en vue de pouvoir poursuivre la sensibilisation et pérenniser cette action du SNU au profit des populations.

L'action est d'ailleurs très appréciée comme l'a confirmé le Directeur régional de la Santé, le Docteur Diomandé Drissa qui a révélé que la zone Nord de la Côte d'Ivoire était véritablement menacée par la malnutrition avec un taux de 77% de malnutrition dont 17% de malnutrition aigue. Remerciant le SNU au nom de l'Etat ivoirien, il a souhaité que des efforts supplémentaires soient entrepris pour la réhabilitation nutritionnelle dans le Nord. Au niveau de la santé, l'action du SNU a été remarquable avec le Projet

conjoint de réhabilitation du Bloc Gynécologique du Centre Hospitalier Rural (CHR) de San Pedro qui a pu retrouver un niveau de fonctionnalité correct à la suite d'un financement de l'ONU et de l'UNFPA qui ont investi plus de 28 millions de FCFA dans ce projet. Selon le chef du projet, le Docteur Daniel Sebene de l'UNFPA, ce « bloc opératoire est un soulagement pour les populations du Bas Sassandra car, beaucoup de femmes ont perdu la vie en couches ». Il a rappelé que cette action conjointe du SNU était venue mettre un terme à la dégradation avancée du bâtiment et à l'usure du matériel.

Des initiatives qui reçoivent la reconnaissance de tous comme le confirme dans ces propos, le Sous-préfet de San Pedro, Claude Raymond Djiké. « Il y a un impact véritablement positif de l'action conjointe du Système des Nations unies dans le Bas Sassandra et cela dans tous les secteurs. Et tout cela vient soutenir le mandat principal de l'ONU qui est de consolider la paix en Côte d'Ivoire », a-t-il souligné.

Lors de ce Tour des Médias, le SNU a pu démontrer l'efficacité de sa synergie d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation. La preuve a été apportée dans le village de Fagnampléu, à 12 km de Man, lors de la visite du projet conjoint de cantines scolaires financé par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (Unicef).

En remerciant le SNU pour ses initiatives dans le département de Man, le Directeur Régional de l'Éducation Nationale (DREN), Guéi Tiéoulé Blaise, a estimé qu'en plus des cantines scolaires, les 200 projets d'élevage et de maraîchers entrepris dans la région ont eu un impact hautement positif sur les différents bénéficiaires. « Cet impact est indéniable car en 2008, nous avons reçu 143.000 élèves et en 2009, 168.000 bénéficient des bienfaits des cantines scolaires, tandis que le nombre de jeunes filles scolarisées s'est accru et atteint maintenant les 17% dans la DREN de Man », a-t-il révélé.

Le sort des jeunes filles et des femmes affectées et rendues vulnérables du fait de la guerre, figure également au nombre des préoccupations des Nations unies qui ne ménagent pas leurs efforts pour permettre à cette catégorie de personnes de revenir et de retrouver une vie normale. C'est ainsi que le PNUD et l'ONUCI ont réhabilité à hauteur de 90 millions de FCFA le



La délégation a été accueillie chaleureusement © UN / ONUCI

Centre d'excellence des Femmes de Man (CEFEM). Le CEFEM, créé en 2007 par une l'ONG International Friendship Service (IFS), a déjà accueilli, 1.050 jeunes filles. Selon le Président de l'IFS, Zan Bi Alexis, qui a présenté le CEFEM à la délégation, « le centre d'excellence est un outil pour aider les femmes et les jeunes filles à assurer leur réinsertion sociale et économique ».

Les journalistes du Tour des Médias ont pu visiter une action similaire à Korhogo avec le Projet conjoint d'Appui au Redéploiement de l'Administration et à l'Insertion Féminine. Ce centre qui peut maintenant accueillir 150 jeunes filles

non scolarisées ou déscolarisées et permettre le redéploiement de l'administration, a pu être réhabilité à hauteur d'une trentaine de millions de FCFA, avec le soutien conjoint de l'ONUCI et du PNUD.

Mme Julie Bélanger, du Bureau des Actions Humanitaires des Nations Unies (Ocha), avait conduit la délégation à l'étape de Korhogo. Satisfaite du dynamisme et de l'intérêt des populations à s'approprier les initiatives du SNU, elle a expliqué que « nous visons à la pérennisation de nos actions humanitaires en essayant d'impliquer au mieux les populations dans ce que nous entreprenons pour elles ».

Pour sa part, M André Carvalho, Directeur Pays du PNUD, qui a conduit le Tour des Médias lors des étapes de San Pedro et de Man, s'est félicité du succès enregistré sur le terrain. Il a expliqué que c'est en mettant en avant son unicité et sa vision commune, que le SNU a pu obtenir des résultats aussi spectaculaires. « C'est en se mettant ensemble que nous avons eu un impact plus retentissant et à l'avenir, nous serons plus enclins à travailler ensemble », a-t-il estimé pour clore ce Tour des Médias de 5 jours ■



Les journalistes ont échangé avec les populations cibles © UN / ONUCI

L'ONU CI ACCOMPAGNE LA FRANCOPHONIE PAR LE SPORT POUR LA PAIX

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a apporté son appui à l'Agence Ivoirienne de Coopération Francophone (AICF) lors de la célébration, du 19 au 22 mars, des « Journées de la Francophonie 2009 ».

L'ONU CI a offert deux trophées pour récompenser les participants à la course francophone de pirogues, placée sous le sceau de « la paix par le sport » et organisée par l'AICF, le 21 mars, dans le cadre des « Journées ». Les piroguiers étaient tous vêtus de T-shirts de l'ONU CI portant l'inscription « Avançons sur la route de la paix ».

Les Journées de la Francophonie 2009 ont été célébrées dans les divers pays qui ont la langue française en partage. En Côte d'Ivoire, les festivités se sont articulées autour de la paix, avec comme thème central: "La contribution de la Francophonie à la paix dans le monde et en Côte d'Ivoire". Plusieurs activités ont été organisées, dont une exposition d'opérateurs économiques de la Francophonie et une table ronde autour du thème : « Les instruments et les mécanismes de la Francophonie en faveur de la paix, quelle mise en œuvre et quelle appropriation par les pays membres ? Cas de la Côte d'Ivoire. »



Une vue des trophées offerts par l'ONU CI © UN / ONU CI

La course aux pirogues, volet sportif de la célébration, a vu la participation sur le plan lagunaire, de neuf équipes, représentant les villages lagunaires de Blauckaus, Locodjro, Assandé, Azito, Anoumambo et Moosou, ainsi que les communautés béninoise, Fanti et Awlan.

L'un des trophées de l'ONU CI a été remis à une équipe féminine issue de la communauté béninoise, qui a fait une course d'exhibition. Ce trophée d'encouragement a été remis par Dorcella Bazahica, Chef de la section VIH SIDA de l'ONU CI, qui assurait l'intérim de la section Genre de la mission.

Le second trophée, remis par le porte-parole de la mission, Hamadoun Touré, est allé à un piroguyer de la communauté Awlan, vainqueur de la course individuelle ■



Les piroguiers en pleine action pour la paix © UN / ONU CI

La Francophonie, présidée par l'ex-Président du Sénégal, Abdou Diouf, est une organisation internationale qui réunit les pays ayant le français en partage. Elle se focalise notamment sur la coopération culturelle, technique, universitaire et politique.

La Journée internationale de la Francophonie, un événement annuel institutionnalisé en 1988, est célébrée le 20 mars.

Eliane Hervo Akendengué

LE SPORT RAPPROCHE LES FORCES IMPARTIALES ET IVOIRIENNES DANS LE SECTEUR OUEST



Le sport rapproche les forces impartiales et les forces ivoiriennes © UN / ONUCI

« Le sport unit les peuples », cette affirmation très connue dans le monde sportif s'étend aussi aux relations entre les Forces impartiales et leurs collègues ivoiriens dans le Secteur Ouest.

C'est dans ce cadre que la 5ème édition du tournoi des écoles militaires et paramilitaires de Côte d'Ivoire s'est déroulée du 6 au 8 avril 2009 à l'Ecole Nationale de la Gendarmerie de Toroghué, localité à 7km de la Daloa, dans le centre ouest du pays, avec la participation et le soutien de la Force et de la police onusiennes.

Huit écoles militaires et paramilitaires ivoiriennes ont pris part à cette manifestation sportive.

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), qui y a participé à l'invitation des Forces de défense et de sécurité ivoiriennes, a été représentée par deux équipes, celles de l'unité de

police formée jordanienne et du contingent bangladais.

Ce dernier a également mis à la disposition du comité d'organisation du tournoi un nombre important de tentes militaires afin de contribuer à la réussite de la manifestation.

Le tournoi a pour vocation d'habituer les militaires et paramilitaires à la pratique sportive, d'améliorer les liens entre les différents corps ainsi que de créer l'émulation et l'esprit de cohésion entre les participants. « Un corps sain dans un esprit sain » pouvait-on lire sur une des banderoles à cet effet.

Cette maxime qui sous-tend la pratique sportive permet à « l'esprit des hommes où naissent les guerres de se sanctifier et d'opter définitivement pour la paix », affirmé l'un des organisateurs au micro d'ONUCI-FM.

Dans des allocutions prononcées lors

du tournoi, des représentants des Forces de défense et de sécurité ivoiriennes ont célébré la force d'union issue de la pratique du sport, facteur de paix et de cohésion intercommunautaire.

Des parties de football entre les forces onusiennes et ivoiriennes ont souvent lieu dans diverses parties du pays. Dans le Secteur Ouest, ces rencontres ont été organisées, par exemple, à Issia, Guiglo et Bolequin en présence des autorités administratives, militaires, coutumières, religieuses et des populations.

Les rencontres aident à briser la méfiance et à rapprocher encore un peu plus les forces impartiales des populations cibles ■

LE DÉTACHEMENT FRANÇAIS DE L'ONUCI QUITTE DÉFINITIVEMENT LA CÔTE D'IVOIRE

Le détachement du génie (Detgen) français de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), basé à Yamoussoukro, a définitivement quitté le pays conformément à la résolution 1685 du Conseil de Sécurité qui a décidé de la réduction de l'effectif des Casques bleus.

Le retrait des quelque 170 soldats déployés en mai 2004 – et qui étaient relevés tous les six mois – vise à saluer l'évolution positive du processus de paix inter-ivoirien. Mais les populations de la région des lacs qui ont bénéficié des actions humanitaires du détachement ressentent leur départ comme une perte énorme. « Comment vais-je faire maintenant qu'ils partent ? » s'interroge d'une voix étreinte d'émotion, Ousmane Doumbia, un habitant de Yamoussoukro qui a été soigné de ses brûlures au sein du centre de santé du Detgen. M. Doumbia qui avait fréquenté le centre de santé les six derniers mois pour bénéficier de soins gratuits, déplore le départ des soldats. « Il sera maintenant difficile de me soigner », déclare-t-il.

L'équipe médicale du détachement avait prodigué quotidiennement des soins gratuits à une vingtaine de personnes issues des communautés locales tout le temps de son déploiement dans la localité.

Le Detgen est surtout connu des populations de la région des lacs pour ses travaux au service de la paix illustrés par la devise : « Souvent construire, parfois détruire et toujours servir ! ». Ces Casques bleus ont réalisé plus de 260.000 m² de plateforme, 80 km de pistes, réhabilité des écoles et des centres de santé au profit des populations. « Nous mesurons l'ampleur des efforts que vous avez consentis pour nous et nous vous en sommes reconnaissants », avait déclaré Gérard Amadou, le porte-parole des enfants aveugles de Toumodi qui ont bénéficié, le 6 avril, d'un dernier geste humanitaire du Detgen. Ce jour-là, le détachement, s'était joint à d'autres Casques bleus du Bangladesh et au personnel



Le génie français a réalisé de nombreux ouvrages © UN / ONUCI

civil de l'ONUCI basés à Yamoussoukro pour offrir des vivres et des fournitures scolaires aux 30 pensionnaires de l'Institut des aveugles de Toumodi. Le don a contribué à la réouverture de l'Institut qui avait été fermé en février pour difficultés financières. « Notre contribution ne constitue qu'une infime partie du travail qui est abattu quotidiennement par les éducateurs de cet Institut mais nous espérons qu'elle vous aidera effectivement », avait indiqué le Commandant du Detgen, le Lieutenant-colonel Arnaud Le Gal.

Décidé par le gouvernement français et entériné par le Conseil de sécurité des Nations unies par sa résolution 1865, le départ définitif de ce détachement « est une preuve que la Côte d'Ivoire est sur le chemin de la paix et que l'évolution de la situation sécuritaire ne nécessite plus la présence d'un grand nombre de militaires français », a ajouté le Lieutenant-Colonel Le Gal.

Même si le départ des éléments de ce détachement représente une évolution positive du processus de paix en cours, les ivoiriens ayant eu à travailler directement avec eux ou à bénéficier de leurs actes humanitaires ne voient pas les choses de la même manière... Leur présence avait permis à des arti-

sans et à des commerçants locaux de développer leurs affaires. Chaque jour en effet, à tour de rôle, des artisans locaux venaient exposer leurs produits à la base du Detgen. Raissa Soumavenait exposer ses produits depuis un plus de 3 ans et elle se sent « découragée » par le départ des Français. « Avec la vente de mes articles, surtout les masques et les choses faits en bois, je pouvais gagner entre 150.000 Fcfa et 300.000 Fcfa par mois. Leur départ laisse un vide énorme dans nos caisses », a-t-elle ajouté.

Une dizaine d'Ivoiriens travaillant pour le personnel du détachement, dans la restauration et l'entretien seront au chômage.

Le Préfet de la région des Lacs, M. Nassa Dacouri, lors de la cérémonie de la remise des médailles des Nations unies aux 170 éléments du Detgen a également salué le travail accompli. « Nous remercions le détachement du génie pour tous les travaux accomplis dans notre région et leur souhaitons du courage pour le travail qu'ils auront à faire de retour en France », a-t-il dit.

Lassila Nzeyimana K.

BAS SASSANDRA : POPULATION ET AUTORITÉS LOUENT LES ACTIONS DU BATAILLON SÉNÉGALAIS

En ce début avril 2009, le bataillon sénégalais de l'ONUCI (SENBAT) est sur le point de quitter la ville de San Pedro et sa région, le Bas-Sassandra, pour son prochain lieu d'affectation, Yamous-soukro. C'est avec une vive émotion que le Lt.-Col. Abou Thiam, commandant du Senbat, évoque ses relations avec la population et les autorités locales qui, pour leur part, saluent les actions et l'attitude des soldats de maintien de la paix.

« Cette séparation va toucher au cœur », dit le Lt.-Col. Thiam. « Un lien très fort s'est établi entre la population et le SENBAT. Je tiens vraiment à souligner la synergie et l'affection qui se sont tissées entre la population et nous ». Et d'ajouter : « Les autorités locales et toutes les franges de la population ont contribué à la réussite de ma mission ici en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, je tiens à remercier mon personnel qui se [rend] parfois dans des endroits très reculés [avec les difficultés que cela implique] mais revient avec le même engouement, le même état d'esprit, la même motivation et la même volonté de bien faire ».

Il faisait référence notamment à l'appui logistique que son contingent a apporté au processus d'identification dans le Bas-Sassandra en collaboration avec d'autres composantes de l'ONUCI - le Bureau d'assistance électoral régional, la police et les observateurs militaires - et la Commission Electorale Indépendante (CEI). « A ce titre, le SENBAT a mis quotidiennement (dès 5 heures du matin !) à la disposition de la CEI et des autres structures d'identification, depuis le 16 décembre 2008, cinq véhicules desservant les villages autour de Grand-Bereby, Soubré et Sassandra et quatre véhicules au profit des villages du département de Tabou », nous confie le Lt. Sougoufara, officier chargé des Actions Civilo-Militaires (ACM) au sein du bataillon sénégalais.

Les actions humanitaires et sociales entreprises par le bataillon depuis son



Les Casques bleus sénégalais lors d'une prise d'arme à San-pedro © UN / ONUCI



© UN / ONUCI

arrivée à San Pedro en juin 2008 lui ont valu les éloges de la population.

M. Sirima Kanouté, président de la communauté CEDEAO de San Pedro, apprécie en particulier l'infirmier du SENBAT, où la population peut bénéficier de services médicaux fonctionnant 24h sur 24. « Tous les malades des environs sont chez eux [à l'infirmier du SENBAT] du matin au soir et peuvent même bénéficier de soins dentaires gratuits », dit-il. « Donc, c'est avec regret que nous les voyons partir ».

Le SENBAT a aussi réhabilité le Centre

culturel de San Pedro, et sa salle polyvalente, le Rotary Club, et des salles de classes dans deux villages. Il a également fait des distributions de vivres et d'autres dons, comme en décembre 2008, quand il a offert des effets vestimentaires dans les prisons du Bas-Sassandra.

Les autorités, pour leur part, soulignent la manière dont les militaires sénégalais remplissent leur mission en Côte d'Ivoire. « Nos relations sont des meilleures », dit le Préfet de région, M. Jacques Abouo N'Guessan. « Ces soldats sont de vrais ambassadeurs du Sénégal de par leur comportement, leur efficacité et leurs objectifs.

Ils ont su entretenir des relations harmonieuses avec les Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire et avec les populations, à telle enseigne que la population vient davantage vers le SENBAT que vers leurs frères [les services de police et militaires locaux].

Pour M. Léo Gueye, 1er vice-président de la communauté sénégalaise à San Pedro, ces « ambassadeurs » sont une source de fierté. « Que Dieu les accompagne partout où ils vont et les bénisse dans toutes leurs missions ! » a-t-il conclu. ■

Yannick Büchli

LE BATAILLON BANGLADAIS DE L'ONU CI AU SECOURS DES ÉLÈVES MALVOYANTS DE TOUMODI

Le contingent bangladais de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), basé à Yamoussoukro, a offert, le 20 mars dernier, des denrées alimentaires et des fournitures scolaires à l'Institut des aveugles de Toumodi.

Du riz, de la viande de poulet et de bœuf, du sucre et du savon ainsi que des cahiers et des stylos ont été remis aux 30 pensionnaires de l'école spécialisée. Le 4^e bataillon bangladais de l'ONUCI, BANBATT IV, a fait ces dons en raison des difficultés financières qui avaient conduit à la fermeture de cette école, en février dernier. « Nous ne saurions vous remercier assez, tant vous avez été prompts à répondre à notre demande. Que l'Éternel vous le rende au centuple », a déclaré le porte-parole des pensionnaires, Ezéchiel Kouakou, lisant son discours en braille. « Ne prenons pas seulement soin des enfants bien portants. Accordons également notre attention et notre amour à ces enfants-là et la vie ira mieux », a affirmé, ému, le directeur de l'institut, M. Noël Zan Bi Trah, lui-même non-voyant, qui avait recueilli ses collaborateurs et les pensionnaires chez lui dans l'attente



Une vue des dons offerts par le bataillon Bangladais © UN / ONUCI

d'une réouverture éventuelle de l'école. « Tout est possible, il suffit d'un petit encadrement pour que nous puissions faire tout ce que les voyants aussi font », a ajouté M. Zan Bi Trah. « Nous avons toujours répondu à vos sollicitations et avons toujours essayé de vous assister. Nous serons toujours à vos côtés », a déclaré le Commandant Houffain

Hamjad, représentant le Commandant du Banbat IV.

L'Institut des aveugles de Toumodi, créé en 1999, est la deuxième école spécialisée pour enfants malvoyants après celle d'Abidjan-Yopougon. Elle compte 30 pensionnaires, dont quinze à l'école primaire et 15 au secondaire.

La remise du don du bataillon bangladais a donné lieu à une fête des élèves de l'Institut, en présence des autorités politiques et administratives locales, conduites par le Secrétaire Général de la Préfecture de Toumodi, M. Coulibaly Yaya.

Outre les activités opérationnelles issues de leur mission de maintien de la paix, les bataillons de l'ONUCI accomplissent des activités humanitaires en réalisant des travaux et en faisant des dons au profit des populations locales.



Remise de don à un enfant malvoyant © UN / ONUCI

Kadizatou I. Cissé Koné